



**RENCONTRE AVEC LA CONFEDERATION GENERALE
DES ENTREPRISES DE COTE D'IVOIRE :
LE PROGRAMME ECONOMIQUE ET SOCIAL DU
DR ALASSANE D. OUATTARA
CANDIDAT A L'ELECTION PRESIDENTIELLE**

PROPOS LIMINAIRES ET CONCLUSION

Abidjan, le 17 Novembre 2009

Monsieur le Président, mon cher frère Jean Kacou DIAGOU,
Chers amis de la Confédération Générale des Entrepreneurs de Côte d'Ivoire, chers Vices Présidents,
chers Directeurs Généraux, chers amis du Cercle Libéral, Mesdames et Messieurs,
Je voudrais, tout d'abord vous féliciter et vous remercier, pour cette heureuse initiative que vous avez prise d'inviter les candidats à la prochaine élection présidentielle, à venir présenter la politique économique et financière qu'ils entendent conduire, après tant d'années de crise, quand ils auront le destin de notre Nation entre les mains.

C'est à votre honneur de faire en sorte que le débat, à l'occasion de l'élection présidentielle, soit concentré sur les vrais problèmes que notre pays doit affronter et sur les défis que nous devons relever ensemble.

Ainsi, vous allez dans le sens de ce que nos compatriotes souhaitent ardemment, c'est-à-dire que nous leur disions clairement ce que nous comptons faire pour décider, en connaissance de cause, du choix qu'ils feront le moment venu.

Les ivoiriens veulent que nous apportions des réponses concrètes aux questions essentielles qui leur tiennent particulièrement à cœur, à savoir, comment relancer la machine économique ?
Comment favoriser le retour à une croissance durable ? Comment lutter efficacement contre le chômage, véritable cancer social ?

Cette attitude de nos concitoyens se comprend d'autant plus aisément que le choix qui se fera, dans les prochaines semaines, va engager, plus que par le passé, notre avenir et celui de nos enfants.

Je me suis efforcé, tout au long des contacts que j'ai noués avec nos compatriotes, d'expliquer la gravité des problèmes auxquels la Côte d'Ivoire est confrontée et d'insister sur la nécessité de mettre en œuvre sans délai une politique volontariste pour répondre aux nombreuses préoccupations des Ivoiriennes et des Ivoiriens.

Vous m'avez demandé de venir présenter la politique économique et sociale que j'entends conduire si les Ivoiriens décident de me confier le destin de notre Nation.
Et bien, ma vision est claire : je veux pour la Côte d'Ivoire un libéralisme à visage humain, dans lequel s'épanouiront tous ceux qui, comme vous, ont la volonté de créer et d'entreprendre.

Ce que je propose à mon pays, pour lequel j'ai une grande ambition, c'est une autre voie. C'est réparer les dégâts causés par tant d'années de crise et de mal gouvernance et de préparer l'avenir.
C'est pourquoi, pour donner un nouveau destin à notre pays, il faut un Président de la République démocratiquement élu, qui incarne le véritable changement, qui a un programme, des solutions aux problèmes du pays et qui les mettra en œuvre avec une nouvelle équipe dirigeante composée d'hommes et de femmes compétents de tous horizons et soucieux de l'intérêt général.

Si je suis candidat à la présidence de la République, c'est parce que j'ai acquis la conviction que les problèmes de notre pays ne sont pas sans solutions.
La Côte d'Ivoire peut repartir. Mais, il y a urgence. Urgence d'agir !
Des réformes sont nécessaires parce que notre pays a pris beaucoup de retard et ce retard nous coûte extrêmement cher.

Je suis heureux de l'occasion que vous m'offrez de partager avec vous ma vision de la Côte d'Ivoire, mon projet pour donner un nouvel élan à notre pays.

Ce projet est fondé sur l'expérience que j'ai acquise de la gestion de la chose publique, en tant que Premier Ministre du Président Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Gouverneur de la BCEAO et Directeur Général Adjoint du FMI.

C'est avec vous les acteurs économiques, des hommes et des femmes d'expérience, que nous pourrons emprunter un nouveau chemin, le chemin du vrai changement.

Ce sont en effet les Entreprises qui créent la richesse, qui assurent les revenus, qui donnent des emplois. C'est donc vous, chers amis entrepreneurs, qui allez permettre à la Côte d'Ivoire de retrouver son rang en Afrique et dans le monde.

Je connais le lourd tribut que vous avez payé au cours de ces dernières années.

Passé le coup d'Etat de décembre 1999 au cours duquel vous avez dénombré une dizaine d'entreprises sinistrées, surviennent la crise du 19 septembre 2002, de novembre 2004, et de janvier 2006, avec leurs cortèges de violence, de pillage et de destruction systématique de certaines de vos unités de production. Aucun secteur d'activité n'a été épargné (industrie, commerce et distribution, services) ; vous avez évalué le montant total des sinistres à 252 milliards de francs CFA.

Au delà de vos secteurs d'activité, c'est l'économie toute entière qui a été touchée. Les infrastructures n'ont pas été entretenues au cours de ces années, ce qui a rendu difficile l'acheminement des récoltes et des vivriers vers les centres commerciaux.

Parallèlement, la hausse continue du prix du carburant, la multiplication des barrages inopinés et les rackets intempestifs et systématiques ont occasionné une montée en flèche du coût de la vie.

L'inflation a atteint son point culminant en 2008, avec un taux estimé à 9%, alors que l'UEMOA fixait pour ses pays membres un objectif de 3%.

Mais, je connais aussi l'espoir que vous placez dans la prochaine élection, qui va permettre à notre Nation que nous aimons tous de tirer les leçons de nos échecs et de repartir d'un bon pied.

C'est le lieu pour moi de saluer votre courage ; alors que vous aviez, pour certains d'entre vous, des raisons profondes de renoncer, vous avez tenu bon et vous avez, dans la mesure du possible, maintenu vos activités, au prix d'un travail acharné, d'efforts financiers considérables et de sacrifices familiaux difficiles pour certains d'entre vous.

Chers frères, chères sœurs, chers amis, Mesdames et Messieurs,

Pendant toutes ces années, on peut affirmer que la Côte d'Ivoire a pu survivre grâce au courage et à la ténacité de ses entrepreneurs, qui ont continué à croire en son avenir malgré les difficultés.

Mais, le moment est venu pour que la situation change. La prochaine élection présidentielle peut constituer une ultime chance pour nous d'écrire une nouvelle page de notre histoire, à condition bien sûr qu'une nouvelle politique soit menée et que la Côte d'Ivoire soit véritablement gouvernée autrement.

Devant la dure leçon des réalités du moment tant au plan national que international, est-il possible de dégager des orientations pour l'action de demain ?

C'est à cette question que je m'attacherai à donner des réponses.

Mais, avant de formuler des propositions concrètes pour inscrire notre pays dans la voie du renouveau, il m'apparaît important de procéder, ne serait-ce que succinctement, à un diagnostic de la situation économique.

L'état des lieux de l'économie ivoirienne

Le bilan de la politique économique est malheureusement des plus alarmants. Notre pays est maintenant classé par les Organisations internationales, comme le Fonds Monétaire International ou la Banque mondiale, dans le groupe des pays d'Afrique dit fragiles.

Ainsi la Côte d'Ivoire qui était reconnue au début des années 1990 comme l'un des pays-phares de l'Afrique Sub-saharienne se retrouve aujourd'hui parmi les pays les moins performants, aux cotés des pays post conflit.

Quelques indicateurs suffisent pour vous édifier sur la paupérisation croissante de la population :

- La création de richesse, mesurée par la croissance du PIB, s'est constamment située bien en dessous de la croissance démographique (3,4%). Ainsi, le taux de pauvreté était de 49 % en 2008 contre 38% en 2002 et 30% au début des années 1990.
- environ 60% de la population est analphabète ;
- 60 % des enfants des familles pauvres n'ont pas accès à l'école primaire et secondaire ;
- 69 % des pauvres vivent dans des cases et 64% dans des baraques.
- 38 % des pauvres sont sans accès à un centre de santé et à un hôpital général.

Au total, l'indice de développement humain du PNUD, qui synthétise tous les aspects socioéconomiques du développement, classe la Cote d'Ivoire à la 163^{ème} place sur 182 pays classés, soit parmi les 20 pays ayant la qualité de vie la moins bonne au monde.

Il est pour le moins inquiétant de constater que les fruits de tous les efforts de redressement entrepris au début des années 1990, y compris la dévaluation du franc CFA de 1994, au prix d'énormes sacrifices de la population, ont été dilapidés par une mauvaise gestion, une mauvaise gouvernance et l'absence de transparence dans la gestion des affaires publiques. Plusieurs études et audits d'organisations internationales ont conclu à de « graves dysfonctionnement » d'organismes étatiques telles que la Caisse de Stabilisation, à d'importants problèmes de gouvernance dans la gestion des secteurs miniers et pétroliers, à un manque de transparence dans l'exécution budgétaire, y compris dans la collecte des recettes de l'Etat. De même l'environnement des affaires s'est considérablement dégradé.

Ainsi, notre secteur privé est devenu peu compétitif en raison du manque de réformes et de la mauvaise gouvernance. Selon le Rapport Doing Business 2010 du Groupe de la Banque mondiale, qui permet d'apprécier l'environnement des affaires, la Côte d'Ivoire enregistre une détérioration du niveau de tous les indicateurs notamment en matière de fiscalité, de justice, et de coût des facteurs de production. De 2008 à 2009, notre pays est passé de la 170^{ème} à la 172^{ème} place sur 183 pays classés.

Alors que plusieurs pays d'Afrique ont atteint le Point d'achèvement dans le rééchelonnement de leur dette extérieure et sont donc sortis de la trappe de l'endettement, la Cote d'Ivoire demeure sur la liste des pays dont la dette extérieure est encore jugée non-viable.

Certes, notre pays a atteint le point de décision, mais la réduction effective de manière substantielle de notre endettement ne peut être obtenue qu'au prix d'un effort budgétaire accru et d'un niveau de gouvernance rigoureux.

L'énorme dette intérieure accumulée par les pouvoirs publics a également fragilisé le secteur privé et entraîné la disparition de nombreuses PME. Nous nous engageons à la traiter en concertation avec vous

dès notre accession à la tête de l'Etat, et surtout à ne pas en accumuler de nouvelles. Il est de même des crédits de TVA.

La Côte d'Ivoire a besoin d'une équipe dirigeante dynamique, moderne, qui place la démocratie et l'unité nationale avant les intérêts particuliers, respecte l'Etat de Droit, pratique une gestion rigoureuse des affaires publiques et qui soit pleinement responsable de ses actions devant le peuple.

Je suis prêt, avec l'aide de toutes les compétences, à redresser la barre et à rendre à notre pays la juste place qui lui revient dans le concert des nations.

Quels sont à présent les principaux axes de la politique économique nouvelle que je compte entreprendre?

Chers amis,

Il s'agira avant tout pour nous de renouer avec une croissance forte et soutenue à long terme pour renverser la tendance à la paupérisation croissante de la population.

La Côte d'Ivoire doit pouvoir revendiquer la place qui lui revient dans le groupe des pays africains les plus performants en affichant des taux de croissance d'au moins 6 % et ne plus être dans les derniers de la classe comme c'est le cas depuis plusieurs années.

Elle sait comment le faire car elle en a toutes les capacités lorsqu'une bonne politique économique est mise en place dans un climat apaisé ou règnent la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des affaires publiques. Le peuple ivoirien a montré au cours de son histoire sa capacité de relever des défis difficiles lorsqu'il se sent guidé dans ses efforts par une action gouvernementale transparente, sereine, ordonnée, et unificatrice, puisant dans toutes les forces vives de la nation sans exclusion. Rappelez-vous le début des années 1990 !

Pour ce faire, nous allons tout d'abord assainir l'environnement macro-économique, nous nous attèlerons à rétablir la stabilité et la prévisibilité en renouant avec une politique budgétaire de rigueur, une exécution budgétaire transparente et un système financier sain et dynamique, dans lequel une attention particulière sera accordée au secteur du micro-crédit.

En 1990, nous avons déjà eu à sortir la Côte-d'Ivoire d'une récession économique profonde marquée par des déséquilibres internes et externes importants. Nos actions avaient porté principalement sur :

- la rationalisation des dépenses publiques et du système fiscal,
- la réduction des barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce et à l'échange,
- la restructuration du cadre réglementaire et législatif des investissements,
- et la restructuration du secteur financier.

Ces mesures ont créé un environnement favorable à la dévaluation que nous avons préparée avec rigueur ; elles ont remis l'économie ivoirienne sur le chemin d'une croissance soutenue. C'est dire, Mesdames et Messieurs que nous savons le faire et nous avons les ressources nécessaires pour mettre en œuvre ces importantes réformes.

Au plan des investissements, j'ai en projet un programme massif de 10.000 milliards de F CFA sur cinq ans.

Ce montant financera en premier lieu les secteurs de soutien à l'activité économique, à savoir la santé, l'éducation et les infrastructures, pour un montant global de plus de 4.500 milliards de F CFA. Il s'agira de mettre à la disposition de tous les ivoiriens des services publics de qualité, immédiatement accessibles à tous.

Les investissements dans la santé de l'ordre de 400 milliards de F CFA serviront à rénover les dispensaires et hôpitaux, à en construire de nouveaux, à les équiper régulièrement en médicaments et en fournitures élémentaires. Une assurance maladie permettant au plus grand nombre de se soigner viendra parachever le dispositif.

Au niveau de l'éducation nous ferons en sorte qu'aucun enfant ne soit en dehors du système éducatif. A ce jour, 300.000 enfants sont exclus de l'école parce qu'il n'y a pas assez d'établissements ou parce que les parents n'ont pas les moyens de payer les fournitures scolaires. Notre programme permettra de les intégrer et de faire en sorte que ceux qui ont accès à l'école étudient dans de bonnes conditions.

Les routes et autres infrastructures de transport sont les secteurs qui vont consommer la plus grande partie des 10.000 milliards, puisqu'ils vont englober 3.400 milliards dans différents projets de réhabilitation et de construction de nouvelles infrastructures.

Ces investissements de soutien constituent pour vous, chers amis, des opportunités d'investissement !

Les investissements s'orienteront en deuxième lieu vers les secteurs à même d'impulser une dynamique de relance à notre économie, à savoir l'agriculture, les mines et l'énergie, et l'habitat.

Les investissements agricoles viseront à doter notre pays d'une agriculture moderne, compétitive, créatrice d'emploi, assurant la couverture des besoins alimentaires des populations. Il s'agira de financer les intrants et le matériel agricole, de restructurer les filières agricoles, et de développer la transformation des produits.

Les mines et énergie contribueront grandement au redécollage de l'économie à travers de grands projets structurants que nous allons lancer, notamment la mise en valeur des minerais de fer, de nickel, d'or et de diamant, la construction du barrage hydroélectrique de Soubré, la construction du gazoduc Abidjan-Ghana, etc.

En matière d'habitat, il s'agira pour nous de permettre à chaque ivoirien d'avoir un toit.

Comme je l'ai dit, notre programme dont nous venons de donner les grandes lignes, s'élève à 10.000 milliards de F CFA sur cinq ans.

Il s'agit d'un budget cohérent par la nature des investissements qui sont financés ; réaliste puisqu'il se situe largement en dessous des 17.600 milliards que les bailleurs de fonds multilatéraux comptent mobiliser sur 7 ans pour financer le DSRP (document stratégique de réduction de la pauvreté), ce qui, ramené à 5 ans, s'élève à 12.500 milliards.

Où trouverons-nous les ressources nécessaires au financement de ces investissements ? Nous les trouverons à travers :

- l'amélioration du recouvrement des impôts ;
- la meilleure gestion des ressources de l'état,
- l'allègement de la dette extérieure qui dégagera 500 milliards par an ;
- la coopération bilatérale et multilatérale ;

- l'apport du secteur privé.

Oui, mesdames et messieurs les entrepreneurs, nous attendons de vous que vous preniez la part qui vous revient dans le financement de ce programme, en investissant dans la construction des autoroutes et des ouvrages concédés, dans l'exploitation des mines, dans la construction et l'exploitation du chemin de fer San Pedro – Touba, etc.

Au total, ce sont près de 2.500 milliards d'investissements qui seront financés par le secteur privé.

C'est pourquoi, je mettrai en place un ensemble de réformes capables de faire du secteur privé le moteur de la croissance économique, notamment :

- la création d'un environnement propice au développement des entreprises (réactivation du cadre de dialogue permanent secteur privé – secteur public ; modernisation des services de justice pour rendre la justice efficace, impartiale et au service des citoyens ; une lutte drastique contre la corruption et les détournements des fonds ; l'adoption des codes d'investissements ; la redynamisation du guichet unique du CEPICI ; une diplomatie offensive et efficace d'accompagnement des opérateurs privés ivoiriens, etc.) ;
- la réduction des coûts des facteurs de production (électricité régulière et bon marché, baisse des coûts des services de communication par l'instauration d'une réelle concurrence, suppression des tracasseries routières estimées à 150 milliards de FCFA par an, simplification des formalités administratives , baisse des coûts de crédit, etc.) ;
- Réduction de la fiscalité supportée par les entreprises (élargissement de l'assiette de l'impôt, système efficace de recouvrement des impôts, etc.) ;
- la mise à disposition de 500 milliards de FCFA de lignes de crédits à taux réduits, consacrés au développement du secteur privé.

Ces réformes sont une condition primordiale pour que le taux d'investissement dans notre pays remonte, en termes de PIB, bien au-dessus de la barre des 20 % et que l'emploi reprenne, notamment l'emploi des Jeunes.

Chers amis entrepreneurs,

Je suis conscient que l'importance et l'urgence de ces réformes dépendent des activités des uns et des autres.

Certains secteurs sont plus fortement touchés tels que le textile, l'ananas banane, le sucre.

Parallèlement, certaines préoccupations sont d'actualité ou récurrentes telles la fraude et la contrefaçon liés à la situation de crise, ou encore les dysfonctionnements de l'appareil judiciaire et de l'état de droit. C'est pourquoi, notre politique de relance en direction du secteur privé se fera en total partenariat avec vous, dans le cadre d'un dialogue permanent et de consultations régulières, afin de mieux prendre en compte vos attentes.

Honorables invités,

Revenir à la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des affaires publiques est une condition fondamentale à l'accélération de l'investissement et de la croissance.

Depuis 1996, l'indice sur la Gouvernance publié chaque année par le Groupe de la Banque Mondiale montre que la gouvernance et la transparence en Côte d'Ivoire se sont gravement détériorées et que notre pays se retrouve aujourd'hui parmi les pays du monde et d'Afrique où la gouvernance et la transparence sont les moins bonnes, à la 164^{ème} place, loin derrière des pays tels que le Sénégal, le Mali, le Bénin, le Burkina Faso, le Niger, tous membres de l'UEMOA.

Je m'engage dans la première année de mon mandat à définir un programme pour rendre à la Côte d'Ivoire son image d'un pays où la bonne gestion des affaires publiques redevient la norme et non pas l'exception.

J'entends avec l'aide de tous revenir à un système politique inclusif où il n'y aura plus de marginalisation de pans entiers de la population, où les agents de la fonction publique et des entreprises d'Etat seront pleinement redevables de leurs actions, où il existera un véritable équilibre des pouvoirs, où la corruption et la gabegie seront sanctionnées, où l'Etat de droit sera la norme et où les institutions de la République auront retrouvé leur impartialité et leur efficacité.

Des mécanismes seront mis en place pour que la voix de toutes les couches sociales et des acteurs économiques soit entendue.

Sans un équilibre des pouvoirs basé sur des institutions solides et efficaces y compris une presse libre, dynamique, et responsable, toute politique économique est vouée à terme à l'échec.

En effet, les pays où la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des affaires publiques existent et où la participation politique progresse sont également ceux qui bénéficient de la stabilité politique et donc d'une croissance soutenue.

Créer progressivement en Côte d'Ivoire une économie moderne et compétitive grâce à la mise en place coordonnée, prévisible, et réfléchie d'un programme de réformes de grande envergure. Programme où l'investissement dans l'infrastructure, l'agriculture, l'éducation, la santé, l'industrie et les nouvelles technologies auront leur place. Programme où la solidité du secteur financier et du micro-credit sera renforcée. Programme non pas défini de façon minimaliste pour satisfaire à court terme telle ou telle conditionnalité extérieure mais un programme cohérent de grande ampleur qui rencontre véritablement l'adhésion des forces vives de la nation et qui fera de notre pays un pôle de croissance moins dépendant de l'aide extérieure mais attirant les investissements et capitaux privés.

Redynamiser l'intégration régionale et africaine, pour que notre pays et notre continent profitent pleinement des avantages de la globalisation et s'assurent que les intérêts Ivoiriens et Africains soient respectés dans les discussions et grandes réunions internationales. C'est pourquoi, en même temps que nous respecterons pleinement les engagements qui incombent à notre pays dans le cadre de l'intégration sous-régionale, nous veillerons à la réciprocité ou au respect par tous, des règles communes.

Chers amis,

Voilà en substance mon projet pour la Côte d'Ivoire en général et pour le secteur privé en particulier. Je suis à votre disposition pour répondre à vos questions !

CONCLUSION

Chers frères, chères sœurs,

Chers amis, je ne peux pas vous quitter sans évoquer l'essentiel, ce à quoi nous aspirons tous : La Paix. Parce que la Paix reste la condition sine qua non pour travailler sereinement, sécuriser les échanges, attirer les investisseurs, rassurer les bailleurs de fonds. Cette Paix, c'est mon objectif numéro 1. Dans une Côte d'Ivoire en Paix, chacun aura sa place, et le maître mot sera le Respect. Respect des lois, respect du travail et des travailleurs et, bien sûr, respect de l'entrepreneur. Le libéral que je suis commencera par le commencement : assurer la cohésion sociale pour libérer les énergies, toutes les énergies.

Car nous aurons besoin de tout le monde, et moi le premier. Une fois élu, en tant que chef de l'Entreprise Côte d'Ivoire, je choisirai les meilleurs, avec pour principaux critères la compétence, la probité et le talent. Oui, je m'entourerai des meilleurs quel que soit leur chapelle politique, leur appartenance religieuse ou leur origine ethnique.

Vous le voyez, nous nous ressemblons. J'en suis convaincu : vous et moi, nous allons nous entendre et nous allons faire gagner nos entreprises pour faire gagner notre pays.

Je vous remercie.